

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 19 Septembre
2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NEWCOLD RENNES SAS

ZA LA Brohinière
35360 Montauban-De-Bretagne

Références : UD35/2025-376
Code AIOT : 0005521478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement NEWCOLD RENNES SAS implanté ZA LA Brohinière 35360 Montauban-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Vérification par sondage de la conformité des installations frigorifiques à l'ammoniac (NH3)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEWCOLD RENNES SAS
- ZA LA Brohinière 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005521478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est spécialisée dans le stockage de produits sous températures négatives grâce à une installation frigorifique à l'ammoniac.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Visite annuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 09	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Formation sécurité , exercices	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Équipements de protection individuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Zones de sécurité NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Systèmes de détection et d'alarme	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Rétention en local condenseurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Équipements importants pour la sécurité (EIPS)	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Demande d'action corrective	3 mois
9	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Portes et ouvertures de la SdM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Ouvertures du système de ventilation mécanique	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Accessibilité des vannes	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
13	Suite plainte bruit	Lettre du 19/02/2024	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La plupart des constats étaient déjà connus de l'exploitant à travers l'audit de conformité Axima du 7/11/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Visite annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 09
Thème(s) : Risques accidentels, NH3 frigo
Prescription contrôlée : Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : Par mail du 5/03/2025, l'exploitant a communiqué l'audit de conformité Axima du 7/11/2024 qui signale 7 non-conformités. Ce jour, l'exploitant présente un tableau de suivi des actions correctives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera à l'inspection le tableau de suivi des actions correctives, en indiquant pour chaque action sa date de réalisation (effective ou prévue).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, NH3 frigo
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.
Constats : L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 précise le nom de la personne nommément désignée. L'inspection constate l'absence de désignation écrite de cette personne. L'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none">- que la personne nommément désignée, est également directeur technique sur les 2 sites (61-Argentan, 35-Montauban de Bretagne) ; une réflexion est en cours pour désigner une nouvelle personne nommément désignée travaillant à plein temps sur le site de Montauban,- enfin, 5 techniciens de maintenance sont également autorisés à intervenir en SdM NH3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La nomination de la personne nommément désignée doit être formalisée par écrit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Formation sécurité , exercices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, NH3 frigo
Prescription contrôlée : L'exploitant doit veiller à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de son personnel. Une formation spécifique est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques ainsi qu'au personnel non affecté spécifiquement à celles-ci, mais susceptible d'intervenir dans celles-ci. Cette formation doit notamment comporter : <ul style="list-style-type: none">- toutes les informations utiles sur l'ammoniac ;- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à leur établissement. A la demande de l'inspecteur des installations classées, l'exploitant devra justifier les exercices qui ont été effectués ;- un entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Constats : L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 considère que le résultat du contrôle est en accord avec la réglementation en matière de formation du personnel au risque NH3. Mais l'inspection constate que l'audit invite également, dans la colonne « observations », à consulter le registre formation personnels. En complément l'exploitant propose de communiquer des justificatifs relatifs à la formation des personnels et à la réalisation d'exercices.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer : <ul style="list-style-type: none">- les justificatifs relatifs à formation spécifique assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations frigorifiques,- le compte-rendu du dernier exercice périodique de simulation d'application des consignes de sécurité prévues, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention,- le compte-rendu du dernier entraînement périodique à la conduite des installations frigorifiques en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Équipements de protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53
Thème(s) : Risques accidentels, Documentaire
Prescription contrôlée : En dehors des moyens appropriés de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit mettre à la disposition du personnel travaillant dans l'installation frigorifique : <ul style="list-style-type: none">- des appareils de protection respiratoire en nombre suffisant (au minimum deux) adaptés aux risques présentés par l'ammoniac ;- des gants, en nombre suffisant, qui ne devront pas être détériorés par le froid, appropriés au risque et au milieu ambiant ;- des vêtements et masques de protection adaptés aux risques présentés par l'ammoniac doivent être conservés à proximité des dépôts et ateliers d'utilisation ;- des brancards pour évacuer d'éventuels blessés ou intoxiqués. L'ensemble de ces équipements de protection doit être suffisamment éloigné des réservoirs, accessible en toute circonstance et situé à proximité des postes de travail. Ces matériels doivent être entretenus en bon état, vérifiés périodiquement et rangés à proximité d'un point d'eau et à l'abri des intempéries. L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.
Constats : L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 considère que le résultat du contrôle est en accord avec la réglementation en matière d'équipements de protection individuelle (EPI) mis à la disposition des personnels. Mais l'inspection constate, dans la colonne « observations » de l'audit, que : « ...les EPI doivent être contrôlés annuellement et accessibles en cas d'intervention ; en cours réception d'ici peu » En complément, l'exploitant explique que les 2 appareils respiratoires (ARI) n'étaient pas sur site le jour de l'audit car envoyés pour contrôle chez un prestataire ; et que le problème est réglé depuis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit communiquer la dernière vérification des EPI, en particulier celle relative aux 2 ARI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Zones de sécurité NH3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41
Thème(s) : Risques accidentels, NH3 frigo
Prescription contrôlée : Les zones de sécurité sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. Les risques présents dans ces zones peuvent induire des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, sur la sécurité publique ou sur le maintien en sécurité des installations exploitées sur le site. L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité à l'intérieur de l'installation. Il tient à jour à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan de ces zones qui doivent être matérialisés dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.)...
Constats : L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 signale l'absence de plan des zones de sécurité NH3. L'exploitant présente un plan multi-risques, issu du plan d'opération interne (POI) ; mais l'inspection constate que le risque NH3 est identifié trop succinctement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir un plan spécifique des zones de sécurité NH3 qui doit identifier partout où circule du NH3 : SdM, circuits directs, condenseurs... avec 1 plan par niveau : RdC, jusqu'aux combles où se trouvent les stations de vannes NH3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Systèmes de détection et d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, NH3 frigo
Prescription contrôlée : <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable.</p> <p>L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques.</p> <p>Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
Constats : <p>L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 signale que la manche à air coté condenseurs est à remplacer.</p> <p>L'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- que la manche à air visible de nuit coté condenseurs a été remplacée,- l'existence d'une étude d'implantation des détecteurs NH3 réalisée en février 2024,- et l'existence d'un compte-rendu GFG du 2/04/2025 relatifs aux tests des asservissements au 1e et 2e seuils de sécurité. <p>L'inspection constate que le compte-rendu GFG du 2/04/2025 signale plusieurs non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none">- panne de l'alarme sonore et visuelle au 1e seuil (buzzer),- absence de coupure du compresseur CV2 au 2e seuil,

<ul style="list-style-type: none"> - affichage du capteur de soupape à modifier en % de limite inférieure d'explosivité (LIE) au lieu de partie par million (ppm) , - plusieurs capteurs à remplacer ; - absence d'alarme audible en tous points de l'établissement.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - communiquer le compte-rendu GFG du 2/04/2025, - et mettre en place des actions correctives en réponse aux non-conformités susvisées : <ul style="list-style-type: none"> * panne de l'alarme sonore et visuelle au 1e seuil (buzzer), * absence de coupure du compresseur CV2 au 2e seuil, * affichage du capteur de soupape à modifier en % de limite inférieure d'explosivité (LIE) au lieu de partie par million (ppm) , * plusieurs capteurs à remplacer ; * absence d'alarme audible en tous points de l'établissement.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Rétention en local condenseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Documentaire
Prescription contrôlée : Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;- 50% de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.
Constats : Dans le local de confinement condenseur, l'inspection constate l'absence de rétention susceptible de contenir une éventuelle fuite NH3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit aménager une rétention dans le local condenseur afin de contenir une éventuelle fuite de NH3 ; et/ou capter sur le sol du local condenseur les écoulements, d'une éventuelle fuite de NH3, pour les diriger vers la rétention de la salle des machines NH3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Équipements importants pour la sécurité (EIPS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
Thème(s) : Risques accidentels, NH3 frigo
Prescription contrôlée : Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation. L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants, pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans. Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements...
Constats : Comme signalé dans l'audit de conformité Axima du 7/11/2024, l'exploitant confirme l'absence des consignes écrites qui doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance des EIPS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit établir des consignes écrites précisant la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de chaque EIPS.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45
Thème(s) : Risques accidentels, Documentaire
Prescription contrôlée : Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.
Constats : Comme signalé dans l'audit de conformité Axima du 7/11/2024, l'inspection constate de système de désenfumage en SdM NH3.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit installer un système de désenfumage en SDM NH3 ; pour information le guide INRS "désenfumage sur les lieux de travail" explicite les dispositifs de désenfumage passifs et actifs (avec extracteur dédié).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Portes et ouvertures de la SdM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Visite des installations NH3
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur...+ NF EN 378-3, §.5.12.1 relatif aux portes et ouvertures : les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence. Les portes doivent être étanches et à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). Les portes doivent être de construction coupe-feu résistant pendant au moins une heure, grâce à des matériaux et une construction soumis à essai conformément à l'EN 1634. Il ne doit y avoir aucune ouverture permettant le passage involontaire de fluides frigorigènes, de vapeurs, d'odeurs et de tout autre gaz s'échappant vers un espace occupé.
Constats : L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 considère que le résultat du contrôle est en accord avec la réglementation en matière de tenue au feu 1h des murs et plafond. Mais l'inspection constate que rien n'est dit sur la tenue au feu des portes de la SdM NH3 et du local condenseur. En complément, l'exploitant propose de communiquer des justificatifs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit présenter les certificats coupe-feu des portes de la SdM NH3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Ouvertures du système de ventilation mécanique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Station de vannes NH3 en combles
Prescription contrôlée : Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur... + NF EN 378-3, §.5.13.5 relatifs aux ouvertures du système de ventilation mécanique : les ouvertures du système de ventilation mécanique doivent être placées et avoir des dimensions permettant d'obtenir un débit d'air suffisant, compte tenu des caractéristiques du fluide frigorigène, du choix d'admission ou de refoulement et des performances du ventilateur. Les ouvertures d'admission et de refoulement doivent être disposées de manière à évacuer le fluide frigorigène dans toutes les conditions de fuite du fluide.
Constats : L'exploitant montre des photos qui mettent en évidence que les ouvertures d'admission et de refoulement, du système de ventilation mécanique dans le local des stations de vannes en combles, sont implantées sur la même façade et à la même hauteur, ce qui ne facilitera pas l'évacuation de fluide frigorigène ammoniac dans toutes les conditions de fuite du fluide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit modifier l'implantation des ouvertures d'admission et de refoulement, du système de ventilation mécanique dans le local des stations de vannes en combles, qui doivent être disposées de manière à évacuer le fluide frigorigène ammoniac dans toutes les conditions de fuite du fluide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Accessibilité des vannes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Documentaire
Prescription contrôlée : Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
Constats : L'audit de conformité Axima du 7/11/2024 considère que le résultat du contrôle est en accord avec la réglementation en matière de signalisation et d'accessibilité des vannes. Mais l'inspection constate que la colonne « observations » de l'audit signale une problématique d'accessibilité des vannes d'aspiration des compresseurs avec l'utilisation d'un escabeau. En complément, l'exploitant propose de revoir l'accessibilité, en sécurité, de ces vannes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit revoir l'accessibilité des vannes d'aspiration des compresseurs, notamment en cas de fuite accidentelle en utilisant par exemple une échelle sécurisée ou un dispositif de fermeture à distance...
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Suite plainte bruit

Référence réglementaire : Lettre du 19/02/2024
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : Courrier préfet suite plainte bruit Par ailleurs, les mesures susmentionnées font état de dépassements ponctuels des seuils d'émergence autorisée constatés en période nocturne au niveau du hameau de Maine Goudal. Dans ce cadre, j'attends de votre part un plan d'action afin de diminuer la part imputable à l'activité de votre installation. Une inspection sera programmée courant 2024 pour faire état des mesures envisageables. Enfin, je vous rappelle qu'il a été acté, lors de vos échanges avec la DREAL, la suppression de la zone de stationnement extérieure actuellement aménagée à proximité de l'entrée du site et la création d'un merlon dans le cadre du projet de réaménagement du site (installation d'ombrières et réaménagement des zones de parking). Il s'agit là de mesures intéressantes qui pourraient permettre de diminuer la gêne sonore ressentie au niveau du hameau de Maine Goudal. Je vous conseille toutefois de vous rapprocher d'un acousticien afin de vérifier le comportement prévisible du bruit dans ce cadre.
Constats : Des poteaux ont été installés sur la voie longeant le site au sud à proximité de l'entrée du site ce qui empêche le stationnement des camions. L'exploitant a mené une étude acoustique afin de déterminer la hauteur de création d'un merlon dans le cadre d'une extension de son parking. L'inspection n'a pas eu transmission de nouvelles plaintes depuis la mise des mesures de limitations du bruit.
Type de suites proposées : Sans suite